



La Lettre d'informations

Mensuel - Numéro 1 – 1^{er} mai 2019

Le Comité Lula Livre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.



"Lula est un prisonnier politique"

Entretien avec **André Machado**, président du comité de ville du Parti des travailleurs (PT) à Curitiba (Etat du Paraná), la ville où Lula est emprisonné depuis plus d'un an.

Que s'est-il passé à Curitiba le 7 avril, un an après que Lula ait été jeté en prison ?

Ce jour-là, 10 000 manifestants venus de différentes régions du Brésil ont participé à un meeting politique sur le campement permanent « Vigília Lula libre », devant le siège de la police fédérale où Lula est emprisonné. Les dirigeants du Parti des travailleurs (PT), du Parti socialisme et liberté (PSOL), du Parti communiste du Brésil (PCdoB), du Parti de la Cause ouvrière (PCO), en deux mots, les partis se revendiquant de la classe ouvrière étaient présents. Des dirigeants syndicaux et d'organisations populaires y ont également participé. C'était une démonstration d'unité et de solidarité. De tels rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses régions du monde.



Quelles sont les prochaines étapes du combat pour la libération de Lula ?

Lula est un prisonnier politique, et son incarcération avait comme objectif de l'empêcher de remporter les élections présidentielles. Par conséquent, la lutte pour sa libération est directement liée aux luttes de la classe ouvrière. À la dernière réunion du Directoire national du PT, la présidente du parti a déclaré : « Nous allons occuper les rues de tout le Brésil, et lutter pour la souveraineté, pour la libération de Lula, contre la réforme de la sécurité sociale et pour la démocratie ». La lutte pour libérer Lula est liée à la lutte pour construire une grande mobilisation nationale, pour une grève générale, pour vaincre la réforme des retraites de Bolsonaro. Dans ce cadre, la solidarité internationale comme celle que vous organisez à Paris est très importante.

Propos recueillis par Dominique Ferré

Ils s'engagent pour Lula !



**Benoît
MARTIN**
Secrétaire général de
l'Union départementale
CGT de Paris

« Je suis engagé pour la libération de Lula car j'ai la conviction que le syndicalisme CGT doit être concrètement internationaliste. L'actualité au Brésil ces dernières années - enjeux de la démocratie et de la justice sociale - formait un terreau propice à cet engagement. Enfin, des trajectoires individuelles se croisent dans les organisations collectives : après avoir parlé avec Maria José, l'UD CGT de Paris s'est saisie de la question du Brésil et de Lula. »

Dans le Brésil de Bolsonaro, indigènes et écologistes payent le prix du sang

*Extraits d'un article paru le 2 avril 2019 dans Reporterre**

« Défendre l'environnement au Brésil est une activité dangereuse pour les indigènes. Les terres sur lesquelles ils vivent sont de plus en plus convoitées en raison de leurs richesses naturelles. (...) D'après le Conseil missionnaire indigène, 110 Indiens ont été assassinés dans le pays en 2015, dont 17 au Mato Grosso do Sul, et 118 en 2016. La plupart des meurtres sont causés par des conflits liés à la déforestation et à l'invasion des terres. (...) Depuis la prise de fonction du président Bolsonaro, le 1^{er} janvier 2019, le gouvernement a transféré la responsabilité de l'identification, de la délimitation, de la reconnaissance et de la démarcation des terres indigènes au ministère de l'Agriculture (Mapa), actuellement dirigé par la ministre Tereza Cristina Dias, chef du Front parlementaire agroalimentaire (FPA) et fervente défenseur de l'agrobusiness. (...) Les conséquences négatives de cette nouvelle politique environnementale sont flagrantes. L'Institut de l'homme et de l'environnement de l'Amazonie (Imazon) vient de publier les premières données de 2019 relevées par le Système d'alerte de déforestation (SAD). Son rapport démontre que la déforestation en Amazonie a augmenté de 54 % en janvier par rapport à la même période de l'année précédente. »

* <https://reporterre.net/Dans-le-Bresil-de-Bolsonaro-indigenes-et-ecologistes-payent-le-prix-du-sang>

Lu dans la presse...



« L'inculpation puis la condamnation de Lula, dans le cadre de l'opération anticorruption « Lava Jato » au sein de la compagnie pétrolière

Petrobras menée par le controversé juge Sergio Moro, ont été instrumentalisées à des fins politiques. L'ancien métallico a été condamné le 24 janvier 2018, au prétexte d'avoir bénéficié d'un triplex d'une entreprise du bâtiment en échange de marchés publics. Le juge Moro a reconnu qu'il n'avait aucune preuve de sa culpabilité mais qu'il en était convaincu. Il a également justifié sa sentence sur la base de la « délation récompensée » d'un ancien cadre de cette entreprise qui a joué d'une remise de peine à la faveur d'un témoignage à charge contre Lula. Le principe de « convictions » n'existe pas dans le droit pénal brésilien, comme l'ont rappelé pas moins de 3 000 juristes dans une pétition. Le leader du PT a été incarcéré alors qu'il existait plusieurs appels, violant ainsi le principe judiciaire selon lequel on ne peut emprisonner tant que les recours ne sont pas épuisés. Quant à la présomption d'innocence, elle a été piétinée. (...) Le prix Nobel de la paix Adolfo Perez Esquivel, qui a promu sa candidature afin qu'il soit lui aussi récipiendaire de cette prestigieuse distinction au nom du combat qu'il a livré contre la faim au Brésil, a dit craindre pour l'intégrité physique de Lula. « La défense de la libération de Lula s'inscrit dans le combat pour la démocratie. Ce qui se passe au Brésil est une véritable honte, a tancé le célèbre chanteur Chico Buarque. Nous allons lutter sans trêve pour sa liberté et pour la démocratie. »

Cathy Dos Santos,
dans *L'Humanité* du 8 avril 2019

Vu dans la presse...



Caricature du dessinateur brésilien
Osmani Simanca

Bolsonaro... par lui-même



« On peut pardonner, mais pas oublier la Shoah » (11 avril 2019).

« Pardonnez les erreurs, je ne suis pas né pour être président, je suis né pour être militaire » (5 avril 2019)

« Les marginaux rouges seront bannis de notre patrie ! (...) Et M. Lula Da Silva, si tu attendais qu'Haddad devienne président pour qu'il signe le décret de pardon, je vais te dire une chose : tu vas pourrir en prison ! » (Octobre 2018, discours de campagne)

« L'Afro-descendant le plus léger pesait environ 80 kilos. Ils ne font rien ! Ils ne servent même pas à la reproduction. » (avril 2017)

« L'État est chrétien et que celui qui n'est pas d'accord s'en aille. » (meeting à Paraíba, février 2017)

« L'erreur de la dictature (militaire de 1964 à 1985) a été de torturer sans tuer. » (Radio Jovem Pan, juin 2016)

« C'est une disgrâce d'être patron dans notre pays, avec toutes ces lois du travail. Entre un homme et une femme, que va se dire un patron ? Purée, cette femme a une alliance au doigt, dans peu de temps elle sera enceinte, six mois de congés de maternité (...) Qui paiera l'addition ? L'employeur (...) et au final la Sécurité sociale. » (Zero Hora, décembre 2014)

« Je serais incapable d'aimer un fils homosexuel. Je préférerais que mon fils meure dans un accident. » (Playboy, juin 2011)



Contactez-nous !

Par mail :

liberezlula.org@gmail.com

Sur internet :

<https://liberezlula.org/>

Sur Facebook :

@comitelulalibre

Le comité international :

<https://comitelulalivre.org/fr/>

Nos activités...

26 mars, Marielle présente !



Nous étions présents à l'évènement du Réseau Européen pour la Démocratie au Brésil (RED.br) pour que le Conseil de Paris donne le nom de Marielle Franco à une rue de la capitale. Marielle a été victime d'un crime politique. Etaient présents **Mônica Francisco** (députée de l'Etat de Rio de Janeiro, collaboratrice de Marielle), **Marcia Tiburi** (écrivaine et militante des droits des femmes), **Silvia Capanema** (historienne à l'université Paris 13, conseillère départementale de Saint-Denis et présidente de RED.br) et **Maud Chirio** (historienne à l'Université de Marne-la-Vallée, co-fondatrice de RED.br).

7 avril, Trocadéro

Le Comité Lula Livre de Paris était présent au rassemblement, sur le parvis du Trocadéro, un an jour pour jour après l'incarcération de Lula. Etaient également présents les députés de La France insoumise **Eric Coquerel**, **Danièle Obono** et **Jean-Luc Mélenchon**, des délégations du Parti communiste français, du Parti ouvrier indépendant, du Parti ouvrier indépendant démocratique, et de nombreuses associations latino-américaines (photo au recto).

1^{er} mai

Nous serons présents à la **manifestation du 1^{er} mai**, où nous ferons connaître la cause de Lula

Juin, caravane

Lula Livre en Europe

Fin juin, une caravane en car Lula Livre se rendra, depuis Paris, à Genève, Bâle, Strasbourg et Bruxelles, pour porter la cause de Lula auprès des institutions internationales (ONU, OIT, Conseil de l'Europe, Parlement européen...). Inscrivez-vous :

caravanalulalivreeuropa@gmail.com

Un document

Traduit et publié : « Réforme des retraites (Previdência) : qu'attendre du gouvernement Bolsonaro », à propos de la réforme de la Sécurité sociale au Brésil. Pour, se le procurer, nous écrire à

liberezlula.org@gmail.com



La Lettre d'informations

Mensuel - Numéro 2 – 1^{er} juin 2019

Le Comité Lula Livre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

« Il s'agit d'une farce montée de toute pièce » (Lula)

Le 27 avril, Lula en prison, a pu accorder une interview à Monica Bergamo, de la *Folha de São Paulo*, et à Florestan Fernandes, d'*El País*. Nous en publions des extraits.

« Même si je reste emprisonné 100 ans, jamais je n'échangerai ma dignité contre ma liberté. Je veux prouver qu'il s'agit d'une farce montée de toute pièce. Je veux le prouver. Montée ici même, montée au sein du Département de la Justice des États-Unis, avec des témoignages de procureurs, avec des enregistrements. Je suis ici pour faire justice, pour prouver mon innocence. Mais je m'inquiète bien plus de ce qui arrive au peuple brésilien. Parce que moi, je peux me défendre, mais le peuple brésilien ne le peut pas toujours. (...) Ce qui n'est pas envisageable, c'est que cette bande de fous gouverne le pays. Le pays ne mérite pas ça. Et surtout, le peuple ne mérite pas ça. Être vivant et ne commettre aucune folie, c'est ma manière d'aider ce pays à renouer avec la démocratie, à renouer avec l'amour, à renouer avec la paix. Ce peuple a le droit de vivre heureux. Ce peuple a le droit de vivre bien. C'est pour ça que j'existe. Et c'est pour ça que je lutterai jusqu'à la fin de mes jours.



Je resterai ici dans l'espoir de parcourir ce pays et de relever la tête de mon peuple afin que nous puissions reconquérir nos droits. Le peuple doit prendre le petit déjeuner et le dîner tous les jours. Et si possible manger un petit biscuit à trois heures de l'après-midi avec un café au lait... Et si possible aussi, prendre une petite collation à dix heures du soir avant de se coucher. Je veux

que le peuple aille au théâtre, au cinéma. Et c'est pour ça que je vais lutter. Et c'est aussi pour ça que je sais qu'il y a beaucoup de personnes qui ne m'aiment pas, et c'est pour ça que je vis. Et c'est pour ça que je reste la tête haute. (...) Ils sont en train de nous enlever nos droits, parce qu'ils sont en train de démanteler tout ce que nous avons conquis, en train de démanteler, en train de simplement tout détruire ! Écoutez, il s'agit du peuple ! Ce Guedes (ministre de l'économie de Bolsonaro, membre des Chicago Boys – Ndlr), s'en ira d'ici, ce Guedes, au moment où il tombera, il ira vivre aux États-Unis, et personne ne s'en souviendra même plus. Mais ceux qui vont se retrouver avec une vie misérable, ce sont les hommes et les femmes qui ont travaillé toute leur vie dans ce pays. Alors, l'heure de lutter, c'est maintenant. Si nous n'acceptons pas, il faut lutter ! »

LIBÉREZ LULA COMITÉ INTERNATIONAL

Contactez-nous !

Par mail :

liberezlula.org@gmail.com

Sur internet :

<https://liberezlula.org/>

Sur Facebook :

@comitelulalibre

Le comité international :

<https://comitelulalivre.org/fr/>



Le Comité Lula Livre était présent à la manifestation du 1^{er} mai 2019 à Paris. 1000 tracts pour la libération de Lula ont été diffusés.

Pour profiter des privatisations, le Medef et Bercy accueillent le gouvernement Bolsonaro

Extraits d'un article de Rachel Knaebel paru le 21 mai 2019 dans *Bastamag**

(...) Le 16 mai, Emmanuel Macron accueillait à l'Élysée quatre représentants de populations autochtones vivant en Amazonie, dont le célèbre chef Raoni. Ceux-ci ont entamé une tournée européenne pour lancer un cri d'alarme : l'écosystème amazonien est gravement menacé par les appétits de l'agrobusiness et des entreprises minières. « *Emmanuel Macron assure le chef amazonien Raoni du soutien de la France* », titre alors *Le Monde* à l'issue de la rencontre. Cette assurance élyséenne est-elle sincère ? Ce 5 juin, le ministère de l'Économie et des Finances et le Medef vont accueillir un « Forum économique France-Brésil ». Des grands patrons brésiliens, des gouverneurs locaux et un représentant du gouvernement d'extrême droite du président Jair Bolsonaro – les premiers à attaquer les droits et les terres des populations autochtones – viennent y promouvoir les « opportunités » brésiliennes en matière de privatisations, de concessions ou de grands projets d'infrastructures. (...) « *Le plan d'inspiration néolibérale du ministre de l'Économie, Paulo Guedes, a été accueilli favorablement par les milieux économiques*, souligne le Medef dans son invitation au forum, qui se déroule dans les locaux du ministère des Finances. Paulo Guedes, fondateur d'une banque d'affaires, est en effet un fervent néolibéral, partisan de la privatisation à tout va. Une aubaine pour le Medef. (...) Le gouvernement est aussi en train de distribuer des droits d'exploitations minières à des entreprises privées. Bolsonaro a également publiquement envisagé la privatisation de la puissante entreprise publique pétrolière Petrobras. L'avenir de l'Amazonie, de sa forêt, de ses fleuves et des populations qui y vivent ne risquent pas de peser bien lourds aux côtés de toutes ces « opportunités ».

*<https://liberezlula.org/2019/05/pour-profiter-des-privatisations-brésiliennes-le-medef-et-bercy-acceuillent-le-gouvernement-de-bolsonaro/>

Lisez aussi la tribune publiée dans *Libération*, 29 mai 2019 : Ne laissons pas Bercy dérouler le tapis rouge à l'extrême droite brésilienne !

https://www.liberation.fr/debats/2019/05/29/ne-laissons-pas-bercy-derouler-le-tapis-rouge-a-l-extreme-droite-brésilienne_1730430

Le Comité Lula livre s'associe à toutes les protestations contre la venue des émissaires de Bolsonaro en France.

MANIFESTATION À BERCY : PAS D'AFFAIRES AVEC BOLSONARO ! #Parisannulebolsonaro

Place du Bataillon du Pacifique (75012 Paris) - Mercredi 5 juin, de 13h30 à 15h30

Vu du Brésil...

15 et 30 mai : des millions contre les coupes budgétaires



Des millions d'enseignants et d'étudiants sont descendus dans la rue à l'appel des organisations syndicales contre la décision de Bolsonaro de réduire de 30% du budget de l'enseignement public, le 15, puis le 30 mai. Nous publions une correspondance reçue de São Paulo qui donne une idée de l'ampleur de la mobilisation du 15. Renata, de retour de la manifestation, raconte : « J'ai pris le bus vers 17h30 et je suis arrivée chez moi à 21h00 tellement tout était bouché par la manifestation. Coupes budgétaires dans l'éducation, avenir des enfants : la discussion s'est vite engagée avec les autres passagers. La dame à mes côtés est membre d'un groupe "Fleurs de lotus", qu'elle décrit comme un groupe de « femmes résistantes ». Elles sont allées deux fois à Curitiba, la ville où Lula est emprisonné, pour participer au rassemblement permanent pour sa libération. Elle me montre des photos, rappelle la fois où des milices d'extrême droite ont incendié l'un de ces campements dans lequel dormaient des femmes et des enfants. Elle était à la manifestation des 150 000 sur l'avenue Paulista. La jeune à côté de nous, est un peu timide et c'est seulement après un certain temps qu'elle s'exprime : « C'est injuste ce qu'ils font à Lula ». Monte un vieux monsieur. Il me demande d'où je viens. Je lui réponds « de la manifestation sur l'avenue Paulista ». Il approuve : « ces coupes budgétaires sont absurdes quand on voit toute cette richesse qui circule dans tout le pays. Bolsonaro ne gouverne que pour les grands propriétaires fonciers et le secteur financier ». Il m'explique qu'à cette heure tardive, et bien qu'il soit retraité, il sort seulement maintenant du travail. « Je ne veux pas de cette vie pour mes petits enfants ! ». Un peu plus loin, une jeune fille monte dans le bus. « J'espère que vous n'êtes pas pressée », lui dit le chauffeur. Elle rit et tous les passagers du bus éclatent de rire avec elle. J'ai bavardé avec des personnes simples, mécontentes de la situation. Et, durant quelques heures, mon bus s'est transformé en une extension de l'avenue Pauliste. »

A Paris, étudiants et enseignants brésiliens se sont réunis le 15 mai en solidarité (*ci-dessous*).



Nos activités...

Du 25 au 28 juin, rejoignez la Caravane Lula Livre Europe !

Paris – Genève – Bruxelles - Strasbourg



La mise en examen et la condamnation de l'ex-président Lula, condamné sans preuve à douze ans de prison, a stupéfait et indigné tous ceux qui au Brésil et ailleurs dans le monde sont attachés au droit, et au respect des valeurs de la démocratie.

En France, en Espagne, en Europe, des Brésiliens et leurs amis ont décidé de dénoncer ce scandale

démocratique. Ils ont constitué un réseau de solidarité afin de faire connaître dans leurs pays respectifs l'injustice commise envers un homme, l'ex-président Lula, et la grave atteinte aux droits et libertés commises en violation des principes fondamentaux de la Constitution brésilienne de 1988.

Ils ont aujourd'hui décidé d'organiser une caravane, baptisée « **Caravane Lula libre Europe** », afin d'exposer, du 25 au 28 juin, dans différents lieux dont la vocation est de défendre les droit et libertés démocratiques, la situation de l'ex-président Lula.

La caravane se rendra ainsi au **Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU** et au siège de l'**Organisation internationale du travail (OIT)**, au **Conseil œcuménique des Eglises**, au **Conseil de l'Europe** et au **Parlement européen**.

Suzete Lima Kourliandsky – Comité Lula Libre- section-Paris

Edineia Silva – Comité Lula Libre - Dona Maria Letícia – Madrid

Pour écrire à la Caravane : caravanalulalivreeuropa@gmail.com

Sur internet : <https://lulalivreeuropa.com>

Nous avons besoin de vous pour autofinancer la caravane !

Le car coutera environ 5000 euros. Nous faisons appel à toutes et tous : particuliers, associations, syndicats, partis politiques, collectifs... aidez-nous à rassembler les moyens d'autofinancer la Caravane Lula libre Europe, pour aller plaider la cause de Lula auprès des institutions internationales et européennes. Versez, parlez-en autour de vous, saisissez vos associations et organisations. Vous pouvez transmettre vos dons à l'Association ALMAA par chèque à son ordre, ou par virement bancaire (en précisant « Caravane Lula ») au compte chèque postal de l'Association ALMAA, CCP numéro 66 143 48 P 020. Pour toute information, écrivez à caravanalulalivreeuropa@gmail.com

Réunion-débat

lundi 17 juin à 18h30

A la Bourse du travail - Salle Jean Jaurès
(3, rue du Château d'eau, métro République)

avec Breno ALTMAN

Journaliste, fondateur et directeur éditorial du site *Opera Mundi*, coordinateur de la communication de la campagne « *Lula Libre* ». De passage à Paris, Breno Altman débattra avec nous de la situation au Brésil et des développements de la campagne internationale pour libérer Lula.



Venez nombreux !



La Lettre d'informations

Mensuel - Numéro 3 – 1^{er} juillet 2019

Le Comité Lula Livre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

Caravane Lula livre Europa... c'est parti !

Le 25 juin, la Caravane Lula Livre Europa part de Paris, après avoir été reçue à l'UNESCO. Elle arrivera à Genève le 26 juin au matin, où une délégation sera reçue pour remettre un mémorandum établi par des juristes sur le procès truqué de Lula aux représentants du Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU et de l'Organisation internationale du travail (OIT). Puis départ vers Bruxelles, où la Caravane participera le 26 juin au soir au lancement du Comité Lula livre de Bruxelles. Le 27 juin la Caravane sera reçue au Conseil de l'Europe, puis départ pour Strasbourg où, le 28 juin, elle se rendra au Parlement européen.

Le 25 juin : « Lettres à Lula » : au Théâtre Monfort : 106 Rue Brancion, 75015 Paris : une soirée dirigée par Thomas Quillardet avec Calixto Neto... La Caravane Lula Libre partira après le spectacle, vers 22h30.

La Caravane a reçu un écho formidable au Brésil. Gleisi Hoffmann, la présidente du Parti des travailleurs appuie l'initiative : « *La caravane va parcourir des villes symboliques de la légalité et de la liberté, pour dénoncer l'injuste procès qui est actuellement fait à Lula. Prisonnier depuis plus d'un an, Lula est un prisonnier politique !* »



Cette initiative est également largement soutenue en France : le Nucleo du PT « 7 de Abril » de Paris, Alerte France Brésil, la Fondation Jean Jaurès, France Amérique latine (FAL), l'Assemblée des citoyens argentins en France (ACAF), l'UD CGT Paris, La France insoumise, le PCF, le Parti ouvrier indépendant démocratique, et de très nombreux autres y participent, avec des militants de la cause de Lula venus de Londres et d'Espagne. La sénatrice PCF

Laurence Cohen, le député européen Manuel Bompard et le député Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) ont publié des vidéos apportant leur appui à cette initiative. Consultez-les sur notre compte Facebook : [@comitelulalibre](#)

Faites un don : 5 euros, 10 euros, 50 euros, 100 euros ou plus selon vos moyens, pour nous aider à réunir les 5000 euros que coûtera le voyage en bus. Pour cela, vous pouvez faire un virement bancaire à l'Association ALMAA (La Banque postale, CCP numéro 66 143 48 P 020), ou bien verser sur la cagnotte Leetchi : <https://www.leetchi.com/c/caravane-lula-libre>

Suivez la caravane en direct sur les pages Facebook du Comité et de la Caravane !

Lu... dans la presse

Le Journal du Dimanche

« "Dégage Bolsonaro!" Le mot d'ordre, scandé au mégaphone, résonne sur la place devant le ministère des Finances. Sous une pluie battante. Des manifestants se sont rassemblés pour s'opposer à la tenue d'un forum économique entre la France et le Brésil, qui avait lieu quelques mètres plus loin, dans le bâtiment du gouvernement. Parmi les invités, Carlos Alberto dos Santos Cruz, le ministre-secrétaire d'État en charge des partenariats et de l'investissement et représentant du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro. Des français sont présents pour manifester, mais pas que. La communauté brésilienne installée dans l'Hexagone se mobilise également contre le régime de Bolsonaro, au pouvoir depuis octobre dernier. »

Le Journal du Dimanche (6 juin 2019)

The Intercept

« Alors qu'ils ont assuré longtemps qu'ils étaient apolitiques et motivés par la seule lutte anticorruption, les procureurs de "Lava Jato" ont en fait comploté entre eux sur les moyens d'empêcher le retour au pouvoir de Lula et de son Parti des travailleurs »

The Intercept (10 juin 2019)



« Grève générale massive au Brésil pour les retraites et pour Lula
Quelques mois après l'entrée en fonction du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, le Brésil a vécu une journée de grève générale massive et de manifestations à l'appel des organisations syndicales pour défendre leurs retraites. Après les révélations du site Intercept sur le caractère politique d'un procès partial contre l'ancien

président Lula, les manifestants ont de nouveau réclamé sa libération. Les travailleurs brésiliens ont répondu massivement le 14 juin dernier à l'appel à la grève générale de leurs organisations syndicales, la CUT, l'UGT et Força Sindical, pour défendre leur système de retraites. »

La Nouvelle Vie Ouvrière, 20 juin 2019

Le Monde

« Paris, capitale anti-Bolsonaro (...) En parallèle, l'initiative lancée par ce réseau Red et une dizaine d'associations et d'ONG de nommer un lieu en l'honneur de Marielle Franco aboutit en un temps record. Le 1er avril, le Conseil de Paris vote à l'unanimité le projet. Un nouveau jardin public, dans le 20e arrondissement, portera le nom de l'élue assassinée. Une première mondiale. Autre symbole, le 25 juin, le jour où les juges de la Cour suprême de Brasilia doivent se prononcer sur la demande de liberté pour Lula, une cinquantaine d'artistes et intellectuels, dont Chico Buarque et Ariane Mnouchkine, prévoient

de lire, au Monfort Théâtre, des lettres écrites à l'ancien président depuis son incarcération. La soirée affiche d'ores et déjà complet ». Le Monde, 21 juin 2019



Dans une interview de la juge française Isabelle Reghi : « Il y a deux mois, en tant que présidente de l'Association française des juristes démocrates, j'ai reçu un courrier électronique d'un comité pour la libération de Lula demandant qu'on le soutienne. J'en ai évidemment parlé avec mes collègues, membres de l'Association, mais nous avons décidé de ne pas y donner suite. Parce que nous n'avions pas suffisamment de preuves pour avoir une position précise. Je crois que si l'on nous redemandait aujourd'hui, nous

n'hésiterions pas à soutenir, après ces révélations » (de The Intercept – NDR).

Diario do Centro do Mundo, 20 juin 2019

Le Monde

« La Cour suprême brésilienne a le devoir de libérer Lula et d'annuler sa condamnation »
« La Cour suprême a le devoir maintenant de tirer toutes les conséquences de ces très graves irrégularités ayant conduit à une condamnation injuste et illégale, et, par conséquent, de mettre Lula en liberté et d'annuler sa condamnation. Les autorités brésiliennes doivent prendre toutes les initiatives qui s'imposent pour identifier les responsables de ce très grave détournement de procédure. »

Tribune parue dans Le Monde du 25 juin 2019 (Cette tribune est signée par Bruce Ackerman, professeur de droit et de

science politique (université de Yale) ; John Ackerman, professeur de droit et de science politique (Université nationale autonome du Mexique) ; William Bourdon, avocat à la Cour ; Mireille Delmas-Marty, juriste, professeure honoraire au Collège de France ; Juan Garces, avocat à la Cour (Madrid) ; Baltasar Garzon, avocat à la Cour (Madrid) ; Louis Joinet, premier avocat général honoraire à la Cour de cassation, ancien président du Groupe de travail sur la détention arbitraire et de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ; Henri Leclerc, avocat à la Cour, doyen du barreau de Paris ; Wolfgang Kaleck, avocat à la Cour (Berlin) ; Jean-Pierre Mignard, avocat à la Cour ; Christophe Marchand, avocat à la Cour (Bruxelles) ; Philippe Texier, conseiller honoraire à la Cour de cassation française, ancien président du Comité des droits économique, sociaux et culturels des Nations unies.)

Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos activités– Nos activités– Nos activités– Nos activités – Nos



Le 5 juin, le comité manifestait, avec d'autres collectifs, contre le Forum économique France-Brésil organisé par le Medef au ministère de l'Economie et des Finances : le Journal du dimanche (JDD) en a rendu compte (photo).

Le 14 juin, le comité était présent, place de la République à Paris, au rassemblement organisé par les étudiants et enseignants brésiliens en France, en soutien à la grève générale de 45 millions ce jour là au Brésil, à l'appel de toutes les centrales syndicales pour le retrait de la réforme de la Prêvidencia (retraites).

Le 17 juin, succès du débat organisé à la Bourse du travail de Paris avec le journaliste brésilien Breno Altman, fondateur du média Opera mundi, et responsable de la communication de la campagne internationale Lula livre. Nos remerciements à l'Union départementale CGT Paris pour avoir réservé la salle (photo).

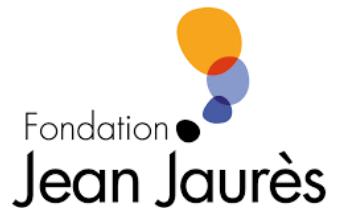


Le 19 juin, dans le XX° arrondissement, nous étions nombreux pour une soirée musicale et poétique en soutien à la caravane Lula livre Europa, au local de la section du PCF du XX° arrondissement.

Le 23 juin, à la chapelle Saint Dominique-Saint Mathieu, a eu lieu la cérémonie œcuménique en soutien à la caravane Lula livre Europa.

Ils s'engagent pour Lula

La Fondation
Jean Jaurès,
organisation
dédiée à la
connaissance
et aux
valeurs



démocratiques, est solidaire de l'ex-président brésilien, Luis Inacio Lula da Silva. Elle a publiquement fait savoir, sans se prononcer sur le fond, son désaccord avec la procédure violatrice des règles de droit commises à son égard par la justice brésilienne. L'ex-président brésilien est victime paradoxale d'une justice au service d'intérêts partisans hostiles.

La Fondation Jean Jaurès, membre fondateur du Comité Lula libre de Paris, a pris à ce titre l'initiative en 2018 d'une lettre ouverte, signalant son incompréhension et son attente d'une rectification conforme au droit tel qu'il est prescrit par la Constitution comme par les codes de procédure brésiliens.

La Fondation Jean Jaurès, compte tenu du silence opposé a décidé de s'associer activement et de soutenir financièrement la démarche engagée sous le nom de « Caravane Lula libre-Paris » ayant pour objet de présenter à des organismes internationaux dédiés la défense du droit et des droits humains, à Genève, Strasbourg et Bruxelles, un dossier signalant les manquements graves commis par la justice brésilienne à l'encontre de l'ex-président Lula da Silva.



Par mail : liberezlula.org@gmail.com

Sur internet : <https://liberezlula.org/> Sur Facebook : @comitelulalibre

Le comité international : <https://comitelulalivre.org/fr/>

Le Comité Lula Libre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

Le « dossier » Lula Nouvelles révélations de *The Intercept*

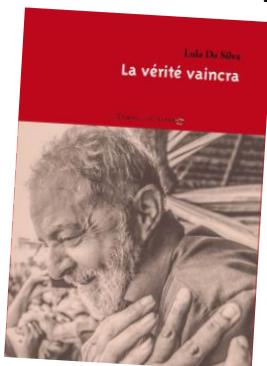


Début juin 2019, le magazine nord-américain d'investigation *The Intercept* révélait une partie des informations en sa possession prouvant que la condamnation de Lula par le juge Moro était une machination visant à empêcher Lula de présenter sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2018 pour y représenter le Parti des travailleurs (PT). Le juge Moro était à l'époque responsable de la prévue opération « anticorruption » Lava Jato. Il a été depuis remercié par Bolsonaro qui l'a nommé ministre de la justice. Fin août 2019, *The Intercept* a publié de nouvelles révélations. Il s'agit des discussions menées par Deltan Dallagnol, le procureur fédéral de l'opération Lava Jato. Celui-ci avait prétendu que des fonctionnaires avaient communiqué des informations à la presse, violant le secret de l'instruction. Dallagnol vient d'être mis en cause dans l'organisation de ces fuites. « *Dallagnol a encore menti* », a commenté Lula depuis sa prison à propos de ces révélations.

Lula sur TVE Bahia

« Tout ce qui se passe porte la marque de l'intervention des États-Unis.... Les États-Unis ont créé l'opération Lava Jato pour récupérer notre pétrole », a déclaré Lula lors d'une interview réalisée par le journaliste Bob Fernandes sur TVE Bahia, le 16 août. Interrogé sur le chef du groupe de travail de Lava Jato, le procureur fédéral Deltan Dallagnol, Lula a déclaré que « depuis le jour où il a donné une conférence de presse affirmant qu'il n'avait aucune preuve contre moi et qu'il agissait uniquement sur la base de ses convictions, le Conseil national des procureurs aurait dû l'éliminer. »

Souscription



mise en vente en librairie, (en janvier 2020) avec une réduction de 15% sur le prix public. Votre souscription nous permettra d'accélérer la publication et la diffusion de ce livre, témoignage capital, en collaboration avec Le Comité Libérez Lula. www.letempsdescerises.net

VU dans la presse...



« Une réforme des retraites très controversée a été votée par la Chambre des députés au Brésil mercredi 10 juillet. Les députés ont approuvé un texte faisant office de pierre angulaire du gouvernement de Jair Bolsonaro. Objectif : réduire le déficit. Pour des milliers de Brésiliens, descendus dans les rues de plusieurs grandes villes du pays ce mercredi, la réforme va précariser les travailleurs les plus pauvres. Le long de l'avenida Paulista, Eduardo Mello brandit un panneau où sont dessinés un dentier et un cercueil, avec pour sous-titre : « Souriez, vous êtes retraités ». « Le futur du retraité, ce sera la mort. Le peuple n'aura plus le droit de profiter du temps grâce aux services qu'il a rendus. Moi, je vais encore devoir contribuer dix ans. Aujourd'hui, j'ai 61 ans mais je ne trouve plus de travail », dit-il. Comme beaucoup de Brésiliens, Eduardo a alterné entre travail salarié et petits boulots informels tout au long de sa vie. En conséquence, il devra encore retarder l'âge de sa retraite avec la réforme. Le projet de loi inquiète aussi la nouvelle génération. À 21 ans, Vinicius Santos a peur de ne jamais toucher de retraite : « Nous, la classe ouvrière des périphéries, on commence à travailler vers 13-14 ans au Brésil. Et maintenant, on comprend qu'on n'arrêtera plus jamais de travailler à partir de cet âge-là. » » (Radio France internationale, 11 juillet)



13 août : 100 000 femmes contre Bolsonaro

Parmi elles, « environ 3.000 femmes membres de tribus autochtones de tout le Brésil manifestaient mardi à Brasilia pour dénoncer les "politiques génocidaires" du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui envisage d'autoriser l'exploration minière dans les territoires indigènes. Pour cette première marche rassemblant uniquement des femmes de ces tribus, les manifestantes, qui campent depuis la fin de la semaine dernière dans la capitale, arboraient des costumes traditionnels, avec plumes, arcs, flèches et instruments de musique, ont constaté des journalistes de l'AFP. Derrière une pancarte "Résister pour exister" en tête de cortège, elles ont défilé sur l'Esplanade des Ministères, qui débouche sur l'emblématique Place des Trois Pouvoirs, où se trouvent le Palais présidentiel de Planalto, le Congrès et la Cour suprême. "Ils sont en train de déclarer la guerre aux peuples indigènes. Nous n'acceptons pas les politiques génocidaires du gouvernement, nous allons empêcher que le sang de notre peuple soit à nouveau versé", scandait une meneuse indigène dans un haut-parleur. "Bolsonaro veut en finir avec nos terres, nos ethnies. Nous voulons que nos terres soient bien délimitées. Notre territoire est régulièrement envahi par des braconniers ou des orpailleurs", a déclaré à l'AFP Potira Guajajara. » (Agence France Presse, 13 août). Le même jour, des

manifestations avaient lieu à l'appel des organisations syndicales et étudiantes contre les coupes budgétaires dans le budget de l'éducation et contre la réforme des retraites.



Qui sont les pyromanes de l'Amazonie ?

« Plusieurs incendies qui consument une partie de l'Amazonie ont été revendiqués par de gros propriétaires terriens brésiliens, en soutien à Bolsonaro et à leur « droit » à détruire la forêt. Une situation facilitée par les attaques contre les défenseurs de l'environnement, encouragées depuis la

prise de pouvoir du dirigeant d'extrême-droite. Mais aussi par les clients achetant viandes et soja brésiliens, dont la France. Ils se sont coordonnés sur l'application Whatsapp pour mettre le feu à la forêt amazonienne. Dans l'État brésilien du Pará, 70 « fazendeiros » – des propriétaires terriens –, et des « grileiros » – des personnes spécialisées dans la falsification de titres de propriété pour s'accaparer illégalement des terres –, ont organisé, le 10 août, un « dia de fogo », un jour de feu. Ces incendies criminels ont été provoqués tout le long de la route BR 163, qui traverse cette partie de l'Amazonie, reliant les grands élevages et plantations plus au sud aux ports de matières premières situés sur les affluents de l'Amazone. « Un énorme incendie a démarré autour d'une zone de

forêt primaire. Le feu a été stratégiquement déclenché près de la forêt, pour que le vent pousse les flammes », décrivent les journalistes du site brésilien Globo Rural, qui ont révélé l'information. L'objectif des fazendeiros : manifester leur soutien au président brésilien Jair Bolsonaro – qui prône l'ouverture de larges zones de l'Amazonie à l'industrie minière ou à l'agrobusiness – et obtenir l'annulation de leurs amendes pour déforestation illégale. (Bastamag, 2 septembre 2019)

Pour lire la suite de cet excellent article :
<https://www.bastamag.net/Amazonie-incendies-deforestation-Bolsonaro-soja-boeufs-fazendeiros-corruption-peuples-autochtones>

Nos activités

savoir plus, visitez notre page Facebook (entretien avec Rebeca Lang)

23 août, ambassade du Brésil

Des membres du Comité Lula livre étaient également présents au rassemblement devant l'ambassade du Brésil le 23 août pour dénoncer la complicité de Bolsonaro avec les incendiaires de la forêt amazonienne.

Nos amis de *La France insoumise*, qui participent à notre Comité, nous informent que Jean-Luc Mélenchon ira voir Lula en prison le 5 septembre. Le député de Marseille a notamment déclaré : « le 5 septembre j'ai rendez-vous avec Lula dans sa prison au

Brésil à Curitiba. J'ai eu la confirmation que cette visite était acceptée. Lula est aujourd'hui le cas le plus célèbre dans le monde de Law Fare, cette méthode d'instrumentalisation de la justice pour éliminer un adversaire politique. Depuis l'incarcération de Lula, le juge « indépendant » qui l'a condamné, M. Moro, a été nommé ministre de la justice du président d'extrême droite Jair Bolsonaro. (...) C'est pour moi un devoir politique et personnel d'aller lui dire de vive voix notre soutien. »

Nous serons présents à *La Fête de l'Humanité* (13-14-15 septembre 2019)

Le Comité Libérez Lula vous accueille pour la *Fête de l'Humanité* au stand de *France Amérique latine*, où seront également présents des militants du MST. Le comité Libérez Lula fera signer la pétition pour



L'annulation du jugement de Lula pendant toute la durée de la fête. Le **vendredi 13 septembre** : 17h : Pré-lancement du livre de Lula « *La Vérité vaincra* » au stand des Amis du Temps des Cerises, avec le comité Libérez Lula de Paris. Performance scénique du collectif artistique « XOTE ». A partir de 19h : Soirée Brésil au Stand PCF de Bagnolet. 19h : Rencontre avec le Mouvement des Sans Terre (animation du débat : Comité Libérez Lula) « *Les Sans Terre face à Bolsonaro* ». 20h00 : performances scéniques du collectif artistique « XOTE ». 21h : Concert de musique brésilienne avec le groupe Pingo de Choro (*Pingo de Choro*). **Le samedi 14 septembre** : 12h Pré-lancement du livre de Lula « *La Vérité vaincra* » avec le comité Libérez Lula de Paris et des camarades du MST et du Comité Lula Brésil. A partir de 21h, Grande Soirée brésilienne avec le groupe Pingo de Choro. **Le dimanche 15 septembre** : 14h : Débat « *Lula, un prisonnier politique, révélations sur un procès truqué* », animé par le Comité Libérez Lula à Paris, avec des camarades du MST et du comité Lula-Brasil.



Contactez-nous !

Par mail : liberezlula@gmail.com
Sur internet : <https://liberezlula.org/>
Sur Facebook : @comitelulalibre
Le comité international :
<https://comitelulalivre.org/fr/>

Qui sommes-nous ?

Le Comité *Lula Livre* (Libérez Lula) de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Salvador. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien. Le comité est composé de nombreuses organisations, associations, partis, syndicats, collectifs (voir la liste sur notre site internet : <https://liberezlula.org/>)



Tous concernés : pourquoi ?

Le 10 juin 2019, le site d'investigation nord-américain The Intercept a confirmé, preuves à l'appui, ce que nous affirmons depuis un an et demi. Le procès par lequel le juge Moro a fait condamner Lula pour « corruption », sans aucune preuve, était truqué du début à la fin. « *Alors qu'ils ont assuré longtemps qu'ils étaient apolitiques et motivés par la seule lutte anticorruption, les procureurs de "Lava Jato" ont en fait comploté entre eux sur les moyens d'empêcher le retour au pouvoir de Lula et de son Parti des travailleurs* » (The Intercept, 10 juin 2019). Bolsonaro a récompensé le juge Moro, devenu depuis Ministre de la justice du gouvernement d'extrême droite. Tout citoyen, travailleur, militant, attaché à la démocratie et à la solidarité internationale ne peut être indifférent à cette injustice.

Que puis-je faire ?

Chacun peut agir à son niveau ! Si vous êtes membres d'une organisation, d'un syndicat, d'une association : faites connaître les activités de notre Comité et sa Lettre d'informations (sur le site liberezlula.org). Individuellement, chacun peut signer la pétition en ligne, publiée en différentes langues sur le site du Comité international : <https://lulalivre.org.br/abaixo-assinado/petition-pour-lannulation-des-jugements-contre-lula/>

Individuellement, ou comme organisation, vous pouvez participer aux nombreuses activités de notre Comité !

Le Comité à la « Fête de l'Huma »

Nous sommes présents au stand de France Amérique latine/FAL (avenue Simon Bolivar) et au stand PCF Paris Cœur de Paris (avenue Henry Malberg). Venez signer la pétition pour l'annulation du jugement de Lula.

Vendredi 13 septembre

17h : Pré-lancement du livre de Lula « La Vérité vaincra » au stand des Amis du Temps des Cerises (avenue Georges Marchais). Performance scénique du collectif artistique « XOTE » au Stand PCF de Bagnolet (avenue Georges Valbon)

19h : rencontre avec le Mouvement des Sans Terre (animation du débat : Comité Libérez Lula) « *Les Sans Terre face à Bolsonaro* ».

20h : performances scéniques du collectif artistique « XOTE ».

21h : Concert de musique brésilienne avec le groupe Pingo de Choro (Pingo de Choro).

Samedi 14 septembre

Stand de France Amerique Latine/FAL (avenue Simon Bolivar)

11h30 : performances scéniques du collectif artistique « XOTE ».

12h : Pré-lancement du livre de Lula « La Vérité vaincra » avec le comité Libérez Lula de Paris et des camarades du MST et du Comité Lula Brésil.

21h : Grande soirée brésilienne avec le groupe Pingo de Choro et le collectif artistique « XOTE ».

Dimanche 15 septembre

14h : Débat « *Lula, un prisonnier politique, révélations sur un procès truqué* », animé par le Comité Libérez Lula à

Paris, avec Walter Sorentino du PC do B - Brésil et les camarades du MST et du comité pour la libération de Lula (au Brésil).

Accueillons les responsables du MST à la Fête de l'Humanité !

Profitez de votre présence sur la Fête pour aller rencontrer et débattre avec des responsables du Mouvement des travailleurs Sans-Terre (MST) venus spécialement du Brésil. Ils témoigneront de la lutte des paysans et des Sans-Terre pour la terre, pour la défense de l'Amazonie, contre la politique de Bolsonaro.

« La vérité vaincra »

Souscrivez pour faire éditer le livre de Lula !

L'éditeur militant Le Temps des cerises est présent à la Fête de l'Humanité. En collaboration avec notre comité, Le Temps des cerises lance une souscription pour éditer le livre de Lula « La vérité vaincra » qui sera mis en vente en librairie en janvier 2020. En souscrivant vous bénéficiez d'une réduction de 15% sur le prix public, et vous aiderez à accélérer la publication et la diffusion de ce livre, témoignage capital contre l'injustice.

www.letempsdescerises.net

La Compagnie XOTE

La Compagnie XOTE est constituée d'artistes comédiens et chanteurs. Elle propose des performances de rue et des impromptus dans les lieux publics cafés, conférences...

Ses interventions en public s'inspirent beaucoup de la tradition des trouvères et notamment de ses développements au Brésil à travers le traditionnel Cordel du sertao.

À l'occasion de la fête de l'Humanité 2019, nous nous associons au comité libérez Lula, à la section du Parti communiste Paris « Cœur de Paris » qui a choisi ce sujet pour les couleurs de son stand, au mouvement des Sans terre au Brésil invités au stand du PCF de Bagnolet et à

celui de l'association France Amérique latine (FAL).

Nous annoncerons et animerons les différents débats qui auront lieu pendant les trois jours de la fête. Nous serons invités à intervenir lors des concerts du groupe Pingo de Choro.

La compagnie est composée d'Adriana Arnaud, Arly Arnaud, Gabriela Scheer, Patrick Noguès. Nous serons également rejoint par Dérico, et Thierry Moncheny,... Nous remercions déjà notre régisseuse, Kika.

Nos activités ces derniers mois...

7 avril, rassemblement au Parvis du Trocadéro, pour les 365 premiers jours de prison de Lula.

1er mai, le comité dans la manifestation parisienne des organisations syndicales.

1er mai, notre Comité traduit et publie une analyse sur la réforme des retraites (Prévidência) de Bolsonaro.

15 mai, aux côtés des étudiants et enseignants brésiliens de Paris contre les coupes budgétaires.

5 juin, rassemblement à Bercy contre le Forum économique France-Brésil.

17 juin, débat avec le journaliste brésilien Breno Altman, membre du Comité international.

25 au 28 juin, Caravane Lula Livre Europa (Paris, Genève, Bruxelles et Strasbourg). Un mémorandum sur le procès Lula est déposé à l'UNESCO, au Conseil mondial des Eglises, à l'Organisation internationale du travail, au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU, au Parlement européen et au Conseil de l'Europe.

13 août, rassemblement Place de la République en solidarité avec les manifestations des étudiants, des syndicats et des femmes au Brésil contre la politique de Bolsonaro.

23 août, participation au rassemblement devant l'ambassade du Brésil contre la destruction de l'Amazonie.

5 septembre : participation à la manifestation Place de la République à l'appel d'Amnesty International et Autres Brésil.

Contactez-nous !

Par mail : liberezlula.org@gmail.com Sur internet : <https://liberezlula.org/>

Sur Facebook : [@comitelulalibre](https://www.facebook.com/comitelulalibre) Le comité international : <https://comitelulalivre.org/fr/>



Le Comité Lula Libre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

Lula, prisonnier politique la lettre de Lula au peuple brésilien



Alors qu'on lui propose une résidence surveillée à la place de la prison, Lula a déclaré : « *Au Peuple Brésilien. Je n'échangerai pas ma dignité pour ma Liberté. Tout ce que les procureurs de Lava Jato devraient faire réellement est de présenter des excuses au Peuple Brésilien, aux millions de chômeurs et à ma famille, pour tout le mal qu'ils ont fait à la Démocratie, à la Justice et au pays. Je veux qu'ils écrivent que je n'accepte pas de marchander, ni mes droits ni ma Liberté. J'ai déjà démontré que les accusations qu'ils ont faites contre moi sont fausses. Ce sont eux et pas moi qui sont pris au piège des mensonges qu'ils ont raconté au Brésil et au Monde. Compte tenu des arbitraires commis par les procureurs et Sergio Moro, il appartient maintenant à la Cour Suprême de corriger le méfait, afin qu'il y ait une justice indépendante et impartiale, comme cela est dû à chaque citoyen. J'ai pleinement conscience des décisions que j'ai prises dans ce processus et je ne me reposerai pas tant que la vérité et la justice ne reviendra pas pour l'emporter.* » Curitiba le 30/09/2019, Lula

Note : La défense de Lula a demandé à la Cour Suprême que soit jugé d'urgence l'acte mettant en cause le juge Sergio Moro. 541 jours d'emprisonnement arbitraire exigent réparation.



A l'Assemblée nationale, voici l'exposé des motifs de la proposition de résolution déposée le 17 septembre 2019 à l'Assemblée nationale par les élus du groupe socialiste : « *Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, président de la République fédérative du Brésil de 2003 à 2011, est incarcéré au Brésil depuis le 7 avril 2018. (...) Inculpé dans le cadre de l'opération « Lava Jato », Lula a été condamné le 12 juillet 2017 à neuf ans et six mois de prison - peine finalement réduite à huit ans et dix mois - puis à une peine d'inéligibilité en août 2018, à quelques semaines de l'élection présidentielle d'octobre 2018. Le 10 juin 2019, le site d'investigations The Intercept a dévoilé des éléments qui corroborent les soupçons récurrents, depuis mars 2016, d'une justice brésilienne devenue partielle, inéquitable et politique, détournant l'opération « Lava Jato » à des fins politiques. Victime d'un processus judiciaire fortement contestable, l'ancien président Lula n'a pas sa place en prison. Afin que Lula puisse rétablir la vérité sur les présomptions de corruption portées à son encontre, nous invitons la France à*

demander la libération immédiate de Luiz Inácio Lula da Silva. »

Le Journal du Dimanche

7 septembre 2019

Plus de 200 personnalités, parmi lesquelles Jean-Luc Mélenchon, mais aussi les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Rafael Correa (Equateur) ou encore le secrétaire général de Podemos Pablo Iglesias (Espagne), mettent en garde contre une instrumentalisation politique de la justice, appelé le "lawfare".

« *Nous invitons à la vigilance pour défendre les victimes de ce type d'opération quelle que soit leur appartenance politique* », écrivent-ils, listant une dizaine de cas.

« *Non, la justice ne doit pas servir d'arme de persécution politique. Pourtant c'est devenu le cas aujourd'hui presque partout dans le monde. Déjà, avec la criminalisation des lanceurs d'alerte, des syndicalistes, des militants écologistes et des participants aux manifestations interpellés arbitrairement, les droits des citoyens ont beaucoup reculé. Le*

maintien de l'ordre libéral coûte cher à la démocratie. À présent, un seuil est en train d'être franchi. C'est ce que l'on appelle la tactique du "lawfare". Il s'agit de l'instrumentalisation de la justice pour éliminer les concurrents politiques. »

LE TEMPS DES CERISES 

**Souscrivez pour faire éditer le livre de Lula,
« La vérité vaincra » !**

L'éditeur militant *Le Temps des cerises*, en collaboration avec notre comité, lance une souscription pour éditer le livre de Lula « *La vérité vaincra* ».

Il sera mis en vente en librairie en janvier 2020.

En souscrivant vous bénéficierez d'une réduction de 15% sur le prix public, et vous aiderez à accélérer la publication et la diffusion de ce livre, témoignage capital contre l'injustice.

www.letempsdescerises.net



L'ex-juge espagnol Baltasar Garzón appelle à amplifier la campagne pour la libération de Lula. L'ex-juge espagnol, qui avait décrété une peine de prison pour l'ancien dictateur chilien Pinochet, a visité Lula le 26 septembre à Curitiba, aux côtés de deux anciens ministres, Tarso Genro et Paulo Vanucchi. « La principale critique contre la condamnation (de Lula – Ndlr) est l'absence totale de garanties judiciaires que sont pourtant fondamentales dans tout procès. Dans le cas de Lula, aucune preuve directe ou indirecte n'a été présentée. »

Nos activités

A la Fête de l'Humanité

Le Comité Libérez Lula de Paris a été présent pendant trois jours à la Fête de l'Humanité (les 13, 14 et 15 septembre 2019). Merci à France Amérique latine, mais aussi à la section PCF de Bagnolet (93) de nous avoir accueilli sur leurs stands. A l'ouverture de la Fête, le Comité Libérez Lula a participé, sur le stand de la maison d'édition militante Le Temps des cerises, au pré-lancement de l'édition française du livre de Lula « La vérité vaincra », en compagnie des responsables du MST en tournée en France, Igor Felipe et Diana Daros. Ces deux camarades ont précisément animé, au stand de la section PCF de Bagnolet, un débat sur le combat des mouvements sociaux depuis l'avènement de Bolsonaro. Remercions également la compagnie XOTE et le groupe musical Pingo de Choro, qui ont accompagné notre présence de leurs animations. Les 14 et 15 septembre, sur le stand de France Amérique latine (FAL), de la section PCF Cœur de Paris, et avec le comité des Amis du MST en France, le Comité a largement fait signer la pétition internationale pour l'annulation de la condamnation de Lula : plus de 300

signatures supplémentaires. Dimanche après-midi, le stand de FAL a accueilli Walter Sorrentino, responsable du PCdoB et Igor Felipe du MST pour un débat sur le thème : « Lula, un prisonnier politique. Révélations sur un procès truqué ». Aux côtés de nos amis de FAL et de l'Assemblée des citoyens argentins en France (ACAF), de nombreux Brésiliens vivant en France et des militants syndicaux, associatifs et politiques (PCF, CGT, POID, France insoumise, PT, Collectif Alerte France Brésil) sont passés sur le stand pour participer aux différentes activités. Plusieurs centaines d'exemplaires du numéro spécial de la Lettre d'information du Comité Libérez Lula, sortie pour l'occasion, ont été diffusés. Enfin, c'est avec émotion que nous avons accueilli sur le stand de FAL Dilma Rousseff, ancienne présidente du Brésil, destituée par les putschistes en 2016, qui est venue nous rendre visite avant le débat qu'elle a animé à l'agora de la Fête de l'Humanité sur la situation au Brésil (sur la photo, avec deux membres de notre comité).



21 septembre : Marielle, présente !

Notre comité était présent le 21 septembre, dans le X^e arrondissement de Paris, pour l'inauguration du jardin Marielle Franco, en présence notamment de Anne Hidalgo, maire de Paris, et de Laurence Cohen, sénatrice PCF (sur la photo, en compagnie de membres de notre comité). Le 14 mars 2018, Marielle Franco était assassinée à Rio, en raison de ses engagements : conseillère municipale PSOL de Rio, militante des droits des Noirs, des Femmes, des homosexuels, combattante contre l'injustice. Avec des millions à travers le



monde, nous continuons à exiger que justice soit faite, que les assassins de Marielle et leurs commanditaires soient identifiés, et sévèrement châtiés.

Abonnez-vous à notre lettre d'information

En laissant votre e-mail sur notre site
<https://liberezlula.org/>

29 septembre : psychanalystes contre Bolsonaro

Notre comité était présent au Rassemblement des psychanalystes en soutien aux psychanalystes brésiliens qui dénoncent les prises de position brutales de Bolsonaro, le 29 septembre. « Élu grâce à un coup d'état judiciaire, Bolsonaro est un nostalgique de la dictature militaire. Les associations Psychanalytiques Brésiliennes viennent de prendre position contre ses derniers coups de force. Drogent-ils en cela à leurs positions de Psychanalystes ? Ne se sont-ils prononcés qu'à titre de citoyens ? Non, car quelle est la tâche du Psychanalyste, sinon de libérer la parole ? Et la parole est étouffée sous une dictature. Les collègues qui prônent la « neutralité » collaborent en réalité à l'oppression. Freud n'a jamais cessé de prendre des positions politiques. Fidèles à sa leçon, nous nous déclarons solidaires de nos collègues Brésiliens. » (Gérard Pommier).

Déclaration des associations psychanalytiques brésiliennes :
<https://feplapsychanalyse.org/declaration-des-associations-psychanalytiques-bresiliennes/>

Le Comité Lula Libre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.



Lula, prisonnier politique « On m'a arrêté pour m'empêcher d'être candidat »

(Lula, sur RTP, 16 octobre)

C'est ce que Lula a répété aux journalistes de la chaîne portugaise RTP (16 octobre) qui l'interviewaient dans sa prison de Curitiba. « *On m'a arrêté pour m'empêcher d'être candidat à la présidence de la République* ». A propos du régime semi-ouvert de détention qui lui a été proposé, Lula a insisté sur le fait qu'il refusait de demander une remise de peine, souhaitant être innocenté : « *Dieu sait que je suis innocent, je sais que je suis innocent, le ministre Moro sait que je suis innocent, le procureur Dallagnol le sait et le juge du tribunal fédéral de Rio Grande do Sul sait aussi que je suis innocent. Je ne demande aucune faveur. Je dis simplement ceci : 'Je veux un procès équitable !'* » A propos de Bolsonaro, Lula a déclaré : « *Il pense qu'il est beau d'être méchant, d'offenser les gens. Il pense qu'il est beau d'offenser le président français, qu'il est beau d'offenser le président de l'Argentine, qu'il est beau d'interférer dans les élections d'autres pays. Il a réponse à tout, sauf quand il s'agit de son propre pays* ». A propos des incendies et de la déforestation en Amazonie, Lula a rappelé que l'Amazonie « *appartient au Brésil et suscite l'intérêt du monde entier* ».

Sur le front judiciaire

Les juges de la Cour suprême du Brésil sont appelés à se prononcer sur le maintien ou non d'une jurisprudence selon laquelle une personne peut être emprisonnée avant l'épuisement de tous ses recours si sa condamnation a été confirmée en appel. Luiz Inacio Lula da Silva est dans ce cas. Si la Cour suprême décide que tout condamné peut rester en liberté tant que tous ses recours ne sont pas épuisés, l'ex-président Lula pourrait être libéré, au même titre que de nombreux autres détenus. Rappelons que Lula a été condamné, sans aucune preuve, en première instance en 2017 par l'ex-juge Sergio Moro, devenu en janvier 2019 ministre de la Justice du président Bolsonaro, qui a remporté en octobre 2018 une élection dont Lula était le favori avant d'être déclaré inéligible. Les révélations explosives du magazine d'investigation The Intercept Brasil ont confirmé que c'est bien pour des raisons politiques, pour empêcher le Parti des travailleurs (PT) de présenter Lula à l'élection présidentielle, que ce procès truqué a eu lieu, débouchant sur la condamnation et l'emprisonnement de Lula.

D'anciens présidents des Cours supérieures de justice s'adressent à la Cour suprême brésilienne

D'anciens présidents de cours supérieures de justice d'Europe ont début octobre, signé une tribune dans la presse pour « *attirer l'attention de nos collègues magistrats de la Cour Suprême brésilienne et, plus largement, de l'opinion publique de ce pays concernant les irrégularités de la procédure engagée contre Lula.* »

S'appuyant sur « *les révélations du journaliste Glenn Greenwald et de son équipe du site d'information The Intercept, en partenariat avec les journaux Folha de São Paulo et El País, le magazine Veja et d'autres médias* », ils constatent « *la nature politique des poursuites contre Lula* » et « *le caractère tendancieux de l'ancien juge Moro et des procureurs, ce qui eut pour conséquence l'absence d'un procès équitable et*

indépendant vis-à-vis de l'ancien président. » Ils concluent : « *Tant que l'ancien président Lula n'aura pas regagné son innocence et sa liberté totale, la justice brésilienne ne retrouvera pas sa crédibilité. Le manque de confiance dans le système judiciaire brésilien érode l'état de droit et la démocratie, ce qui a des répercussions pour tous les juges du monde.* »

L'actualité

Argentine : Alberto Fernandez, élu président, demande la libération de Lula



« *Le président de gauche élu en Argentine s'est immédiatement solidarisé avec l'ancien président brésilien dont il a demandé la libération. Ce qui a fait bondir l'actuel chef de l'État brésilien, Jair Bolsonaro. Jair Bolsonaro s'est refusé à féliciter le candidat péroniste pour sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle argentine. Le président d'extrême droite a même regretté publiquement sa victoire, en ne cachant pas sa préférence pour le président sortant, l'homme d'affaires Mauricio Macri. Mais ce qui a surtout énervé le chef de file de l'extrême droite brésilienne, c'est l'hommage appuyé rendu par Alberto Fernandez à Lula : « Un homme extraordinaire, dit-il, injustement détenu depuis un an et demi ».* » (Reuters 29 octobre)

Lula fait « citoyen d'honneur » de la Ville de Paris

La Ville de Paris a décidé le 3 octobre d'attribuer la citoyenneté d'honneur à l'ancien président brésilien Lula pour son engagement dans la réduction des « inégalités sociales et économiques » dans son pays. La Ville de Paris salue aussi sa politique « de lutte contre les discriminations raciales »

L'arroseur arrosé !

Bolsonaro s'insurge contre TV Globo pour l'avoir lié à l'assassinat de Marielle Franco

« Bolsonaro a vivement critiqué mardi la chaîne TV Globo, pour avoir fait état d'un rapport qui mentionne son nom dans le cadre d'une enquête portant sur l'assassinat de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco. « *Toi, TV Globo, tout le temps tu as fait un enfer de ma vie, merde ! Maintenant il me relient à la mort de Marielle ; infâmes ! canailles ! Ca ne marchera pas, je n'ai aucune raison de tuer qui que ce soit à Rio de Janeiro* », a-t-il martelé lors d'une émission sur Twitter.

Le Jornal Nacional (JN) de TV Globo a affirmé, sur la base d'une fuite de l'enquête, qu'un suspect dans la mort de Marielle Franco s'était rendu le 14 mars 2018, quelques heures avant l'assassinat, dans le condominium de Rio où vivait Bolsonaro, en disant qu'il rendrait visite au député et candidat à la présidentielle de l'époque.

Marielle Franco a été tuée le 14 mars 2018, quand sa voiture a été criblée de balles près du centre de Rio. Son

chauffeur Anderson Gomes est également décédé. Cette élue noire née dans une favela dénonçait le racisme, l'homophobie, la violence policière et les milices paramilitaires qui sèment la terreur dans certains quartiers populaires. »

(*Le Figaro*, 30 octobre 2019)

Le Brésil vit la plus grosse marée noire de son histoire et personne n'en parle

Une mystérieuse marée noire est en train de souiller des dizaines de plages et mangroves du littoral brésilien, et pourrait même atteindre Rio de Janeiro. Dans l'indifférence totale du gouvernement Bolsonaro.

Le gouvernement, directement pointé du doigt, a tenté de détourner l'attention, à sa façon. « *Le président Bolsonaro a parlé de cette marée noire comme d'un acte criminel visant à nuire à l'industrie pétrolière. Quand ensuite il accuse le Venezuela, c'est une stratégie pour détourner l'attention des conséquences environnementales* », estime Ricardo Baitelo. L'ancien ministre Carlos Minc va même plus loin, dans une déclaration sur Facebook datée du 9 octobre : « *Il y a eu*

beaucoup d'amateurisme, d'incompétence et de négligence. Il ne restait plus qu'à trouver un ennemi extérieur pour masquer l'omission criminelle. » Selon lui, l'inaction des institutions résulte même d'une certaine peur de la hiérarchie : « *Il y a de la peur donc personne ne parle.* »

Lisez l'article dans son intégralité sur Basta Mag : <https://www.bastamag.net/>



Nos activités... Nos activités... Nos activités... Nos activités... Nos activités... Nos

Dimanche 20 octobre

Les premières pluies d'automne n'ont pas découragé ceux qui veulent Lula Libre. Dimanche 20 octobre, à 11 heures, sous des parapluies, un groupe de manifestants est descendu dans les rues de la capitale française pour réclamer la liberté de l'ancien président. Organisé par Libérez Lula, le Comité de solidarité pour Lula et la démocratie au Brésil, l'événement s'est déroulé de la place de la Bastille à la rue Saint Antoine jusqu'à la galerie Arte & Sociedade, qui accueillait jusqu'à hier l'exposition « Brasil em Transe », réunissant des œuvres de Mazé Leite et des artistes du studio Counterpoint. Animés par le son de Dudu d'Aquarela, avec les musiciens Pawel Micun, Olivier Philippon et Gérald Cupit, ils ont joué des sambas, dont les paroles ont été modifiées pour incarner la situation du plus important prisonnier politique d'aujourd'hui, les résistants ont dansé et chanté. Célébrant le titre de citoyen parisien récemment attribué à l'ancien président, la célébration s'est

achevée par un grand « Bonjour, président Lula », répété 13 fois.



Le dessin de Plantu

Dimanche 27 octobre

Pour le Lula Day, l'anniversaire de Lula, célébré dans le monde entier par tous ceux qui combattent pour sa libération, nous étions rassemblés dans les locaux de France Amérique latine (FAL) pour un moment de convivialité militant. A cette occasion, les animateurs de la Caravane Lula Livre Europa qui, en juin dernier a parcouru les institutions et organisations internationales siégeant à Paris, Genève,

Bruxelles et Strasbourg, ont informé du magnifique dessin réalisé par le dessinateur Plantu, en l'honneur de l'anniversaire de Lula.

LE TEMPS DES CERISES 

Souscrivez pour faire éditer le livre de Lula,
« *La vérité vaincra* » !

L'éditeur militant *Le Temps des cerises*, en collaboration avec notre comité, lance une souscription pour éditer le livre de Lula « *La vérité vaincra* ». Il sera mis en vente en librairie en janvier 2020.

En souscrivant vous bénéficieriez d'une réduction de 15% sur le prix public, et vous aiderez à accélérer la publication et la diffusion de ce livre, témoignage capital contre l'injustice.

www.letempsdescerises.net